



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern

Veröffentlicht am 21. August 2018

Botschafterkonferenz

Basel, 21.8.2018 - Rede von Bundespräsident Alain Berset anlässlich der Botschafterkonferenz - Es gilt das gesprochene Wort.

Merci de votre accueil. Vous savez, on m'a donné beaucoup de conseils avant de vous rencontrer. Je les ai tous oubliés sauf un : « Essaie de ne pas trop de te préparer ! » Je ne crois pas que j'ai vraiment réussi à le tenir, même si j'ai au moins essayé. Car voyez-vous, pour moi cette année, cette rencontre avec vous, ce privilège de vous parler, est en fait aussi rare que d'assumer la présidence de la Confédération. Je me suis dit que j'allais saisir cette occasion pour partager quelques constats avec vous.

J'aimerais vous demander un peu d'indulgence. Comme vous le savez, j'ai maintenant depuis 7 ans la charge du Département fédéral de l'intérieur et, malgré beaucoup de contacts internationaux dans le cadre multilatéral, j'ai pu poser cette année un œil relativement neuf sur les activités de la diplomatie de la Suisse dans le monde.

J'ai fait cette année beaucoup de rencontres bilatérales comme multilatérales. Ce qui m'a beaucoup frappé durant ces rencontres, c'est que, sans exception et depuis le début de l'année, j'ai senti de la part de tous mes interlocuteurs un profond respect pour le rôle de la Suisse dans le monde.

J'ai pu sentir à ces occasions-là que ce que nous faisons - ce que vous faites en réalité dans le monde - dans le cadre multilatéral et aussi bien sûr dans le cadre bilatéral est apprécié, pour des raisons qui sont assez diverses et que nous connaissons dans le fond assez bien.

La Suisse est considérée comme un acteur fiable. Nous sommes connus pour annoncer ce que nous allons faire et pour faire ensuite ce que nous avons dit. Donc, en principe, on évite aux interlocuteurs les surprises qui sont évitables. Le deuxième élément, c'est que nous sommes connus pour ne pas avoir d'agenda caché. Ce qui dit quand même beaucoup dans le monde actuel. Peut-être qu'on peut, de ce point de vue-là, se féliciter de ne pas avoir de passé colonial.

Et le troisième point qui m'a beaucoup frappé dans les échanges que j'ai pu avoir, c'est la stabilité de cet engagement. La stabilité d'un engagement à long terme, avec une ligne qui soit à la fois claire et lisible, est un élément extrêmement important. Autrement dit : on ne connaît pas de changement intempestif de cap à chaque événement ou à chaque choc qui se produit.

Je me suis demandé d'où vient cette manière d'exister dans le monde. Je crois que ce qui fait notre force, au fond, n'est pas seulement ce que nous sommes aujourd'hui, mais c'est ce que nous sommes devenus tout au long de notre histoire. Nous sommes devenus un pays très stable - nous ne l'avons pas toujours été - un pays prévisible, un pays ouvert, un pays à l'aise dans le monde multipolaire et engagé dans le cadre multilatéral.

J'aimerais souligner ici la très grande importance de nos institutions et de notre cadre institutionnel. Je n'ai pas besoin de remonter à 1291, mais peut-être à 1848 et aux périodes de troubles qui ont précédé la mise en place de la Suisse moderne. Notre histoire institutionnelle a été une histoire constante d'intégration. En 1848, après la guerre du Sonderbund -, il s'agit quand même d'une guerre civile dans notre pays ! - le travail principal des vainqueurs a été non pas d'écraser les vaincus, mais de les intégrer.

L'histoire de nos institutions est aussi une longue histoire d'intégration. L'intégration des diverses forces politiques, l'intégration des différentes parties du pays, l'intégration même si c'est très tardif – trop tardif à vrai dire - des femmes aux décisions politiques. Voilà aussi quelque chose qui n'est pas toujours bien compris à l'étranger...

Cette histoire de longue intégration explique aussi d'où nous vient cette manière stable et organisée de travailler et également d'être connu dans le monde.

Il n'y a pas seulement ce que l'on fait ailleurs dans le monde, il y a aussi la volonté pour nous de nouer ces contacts. C'est une politique d'intérêts, mais aussi une politique qui est dans notre intérêt. Nous avons besoin de ces contacts parce que c'est aussi notre histoire. Celles et ceux aujourd'hui qui font semblant que la Suisse n'est pas un pays qui a toujours eu pour tradition d'être ouvert se trompent.

Notre ADN suisse c'est l'ouverture et ce depuis extrêmement longtemps.

Il suffit de passer de temps en temps sur le col du Gothard pour se rendre compte ce que ce col a pu représenter depuis des milliers d'années dans les communications intra-européennes.

Je n'ai pas besoin, ici à Bâle, d'expliquer ce que cela signifie d'avoir un port international ouvert sur le monde. Bâle est probablement - en tout cas à mon sens et cela choque toujours un peu les Bâlois quand je le dis - la seule ville hanséatique suisse, avec une très longue tradition d'ouverture et de nombreuses entreprises qui ont été fondées par des étrangers dans notre pays.

Mais cette histoire est aussi liée, et on l'oublie souvent, à une forte histoire d'émigration. On se souvient du 19e siècle et de l'émigration vers le Nouveau Monde, pour fuir la pauvreté et la misère qui sévissaient alors dans notre pays. C'est bien de s'en souvenir. Mais il y a aussi une émigration beaucoup plus ancienne. Le Conseil fédéral, au début du mois de juillet cette année, s'est rendu dans le Vully, sur l'oppidum du Vully. Tout le monde s'est demandé ce que l'on allait y faire. On m'a d'ailleurs dit : « Mais il n'y a rien à voir ! Qu'est-ce que tu viens faire là avec le Conseil fédéral ? »

Et bien c'est un lieu chargé d'histoire, et d'une histoire très importante. C'est de là - ou du moins partiellement de là - que, il y a plus de deux mille ans, les Helvètes, ne trouvant pas de quoi se nourrir sur le Plateau suisse ont décidé de partir vers le sud de la France.

Sans les Romains, on ne le saurait d'ailleurs pas car il n'y a aucune histoire écrite de tout cela. Le seul qui en a fait état est César, qui les a retrouvés un peu plus bas et qui les a battus lors d'une bataille restée célèbre, celle de Bibracte en 58 av. JC, avant de les renvoyer à la maison.

Cette histoire de la migration, c'est donc aussi l'histoire de notre pays.

Je voudrais insister sur un autre élément extrêmement important, constitutif de notre place en Europe et dans le monde et que j'estime d'ailleurs totalement sous-estimé, c'est le rôle de la culture.

La culture ce n'est pas que du divertissement. La culture c'est beaucoup plus. La culture, c'est dans un pays aussi diversifié et complexe que la Suisse, notre principal facteur de définition identitaire.

La culture, ce sont nos langues. Mais à travers les langues, c'est aussi la manière dont nous pensons. Et, à travers la pensée, c'est aussi la manière dont nous concevons le monde. Et à travers tout cela, c'est aussi dans le fond la source de nos valeurs. Et dieu sait si ces valeurs sont aujourd'hui remises en cause, en question et en discussion.

C'est une des raisons pour lesquelles je pense que la culture est sous-estimée. A chaque fois que je me suis rendu à l'étranger cette année, j'ai profité de l'occasion – et ceux qui sont dans la salle ici et à qui j'ai pu rendre visite dans les pays dans lesquels vous représentez la Suisse le savent – pour visiter des lieux culturels.

J'ai probablement, il y a un mois ou deux, autant appris sur le Kenya, en visitant le centre culturel GoDown, que dans d'autres rencontres. J'ai probablement plus compris sur le Japon en voyant un théâtre kabuki que lors de discussions de type politique.

Vous allez vous dire que ce n'est pas très spectaculaire. Que la réputation de la Suisse au-delà de nos frontières est un élément essentiel de notre bonne situation. Que cette réputation s'est partiellement construite autour d'une politique extérieure visible et stable, d'une action stable et qui nous rend fiable, d'une position équilibrée et prévisible et aussi dans le cadre d'un dialogue avec tous et ce sans avoir d'agenda caché.

Cela paraît assez évident et ce sont des choses que l'on connaît déjà. Mais dans la situation actuelle que l'on peine parfois à décrypter, je crois que nous devons nous rappeler que ce qui nous a protégés et ce qui nous a faits par le passé, est aussi ce qui nous protège et ce qui nous fait dans le monde actuel. Et là j'aimerais mentionner des règles internationales claires et stables, un système multilatéral fort et un engagement renouvelé dans les questions humanitaires et dans les questions de développement.

Tout cela c'est un constat. Il est connu et n'a rien de spectaculaire.

Das ist nichts Aussergewöhnliches, ausser, wenn man den Kontext betrachtet. Wir sehen einerseits uns heute mit einer Vielzahl gewaltiger Herausforderungen konfrontiert:

- Kriege, Spannungen und Verunsicherungen in manchen Teilen der Welt. Wir sehen auch die innerstaatlichen Konflikte und Flüchtlingsströme. Das ist nicht neu, aber auch hier hat die Intensität zugenommen. Ich habe selber in Bangladesch ein Flüchtlingslager besucht – eine Million Flüchtlinge in wenigen Monaten.
- Und schliesslich der Klimawandel und die globale Ungleichheit.

Das alles verlangt nach einem kraftvollen Einsatz internationaler Institutionen für Frieden, Menschenrechte und Demokratie.

Aber andererseits erleben wir gleichzeitig in manchen Ländern einen Rückzug auf das Nationale, eine Verengung des politischen Horizontes – und damit einhergehend ein Misstrauen gegenüber Multilateralismus und Freihandel.

Und zu allem Überfluss steckt auch noch der Wahrheitsbegriff in der Krise: Fake-news vernebeln jede rationale Debatte – oder etwas selbstkritischer formuliert: jede um Rationalität bemühte Debatte.

Wir erleben eine Dreifach-Krise:

- Erstens: Eine Krise des Multilateralismus, sichtbar zum Beispiel in der Diskussion um verbindliche Klimaziele oder bei der Unesco.
- Zweitens erleben wir eine Krise der Demokratie, zum Beispiel mit dem Versuch Volk und Elite zu spalten oder mit der Zunahme autoritärer Regime, auch in Europa.
- Drittens erleben wir eine Krise des Wahrheitsbegriffs: Vor 20 Jahren brauchte es zur Verbreitung von Informationen viel Infrastruktur, heute kann jede und jeder Informationen verbreiten.

Die Alarmisten hatten selten so gute Argumente: Aber sind wir wirklich angekommen am Ende der Aufklärung? Der politischen Moderne? Der Demokratie gar? Oder sind diese Entwicklungen vielleicht sogar eine politische Chance?

Ich bin überzeugt: Diese Dreifach-Krise birgt auch ein politisches Potenzial, das wir nutzen sollten. Sie zeigt uns – innen- wie aussenpolitisch – dass das Selbstverständliche alles andere als selbstverständlich ist: Die Rechtsordnung, die Institutionen, die internationale Verflechtung. Das Selbstverständliche wurde über lange Jahre hart erarbeitet und ist trotzdem fragiler, als wir alle es vermutet haben.

Das Selbstverständliche ist nicht ein für alle Mal gegeben. Wir müssen darauf achten, dass wir nicht sämtliche Entwicklungen der Gegenwart auf der Folie der Nachkriegsjahrzehnte interpretieren, die bekanntlich im Zeichen stetigen Wachstums und politischer Stabilität standen. Einer Zeit, in der sich die Schweiz recht behaglich einrichten konnte in ihrer geopolitischen Nische.

Einer Zeit, in der sich die westlichen Gesellschaften noch nicht in einem entfesselten globalen Wettbewerb behaupten mussten. Und in der die damalige EG noch mehr einer besseren Freihandelszone glich – und weniger dem heutigen, politisch weit ambitionierteren Projekt, das die EU ist.

Aussenpolitisch bedeutet diese Krise: Wir müssen uns auch weiterhin für eine internationale Ordnung einsetzen. Eine internationale Ordnung, die auf Fairness und gegenseitigem Respekt beruht.

Wir kennen unsere Situation. Wir sind keine Supermacht wie die USA. Und wir sind nicht Mitglied der EU – wirtschaftlich aber spielen wir eine gewichtige Rolle, ebenso in den internationalen Beziehungen.

Gerade weil wir keine Supermacht sind, und gerade weil wir nicht Mitglied der EU sind, müssen wir uns auf klare internationale Regeln verlassen können. Und uns für diese völkerrechtlichen Regeln und ihre Institutionen engagieren – gerade, weil wir unabhängig bleiben wollen.

Unser multilaterales Engagement nützt uns. Es schützt unsere Freiheit. Eine solche Politik stärkt auch die Schweiz. Das Land der Stabilität, das seinerseits auf ein möglichst stabiles internationales System angewiesen ist. Das gilt auch bilateral.

Was bedeutet die Dreifach-Krise innenpolitisch?

Die Dreifach-Krise zwingt uns auch innenpolitisch, uns zu vergegenwärtigen, was uns wirklich wichtig ist – worauf es wirklich ankommt. Das Schicksalsjahr 2016 mit der Wahl von Trump und dem Brexit hat uns vor Augen geführt, dass Innen- und Aussenpolitik aufs engste verbunden sind.

Es hat für uns klar gezeigt, dass der aussenpolitische Spielraum schrumpft, wenn das Unbehagen im Inneren der Gesellschaften politikmächtig wird. Auch in der Schweiz mit unserer direkten Demokratie haben wir das erfahren, vielleicht noch früher als andere.

Wir merken, welche Auswirkungen die Innenpolitik aussenpolitisch haben kann.

Dem Gefühl des Kontrollverlustes, in dem diese Ressentiments ja häufig wurzeln, gilt es entschlossen entgegenzuwirken.

Was können wir tun?

Die beste Antwort ist eine Politik der sozialen Inklusion – sehr schweizerisch. Soziale Inklusion reicht von Bildungschancen über einen aktivierenden Sozialstaat bis zu einer Steuerpolitik, die es erlaubt, in die gesellschaftliche Kohäsion zu investieren.

Das scheint mir auch die beste Politik, um die demokratischen Institutionen vor reflexartigem Misstrauen zu schützen. Und um die internationale Zusammenarbeit und den Freihandel wieder zu stärken.

Si l'on pense à cette triple crise - car je vais quand même vous parler de la question européenne même si c'est un peu délicat de le faire devant vous - elle a bien sûr aussi une influence sur les relations entre l'Union européenne et la Suisse.

Il y a la réalité : la réalité géographique, la réalité culturelle, la réalité politique, la réalité sociale, la réalité économique. Tout cela nous rappelle que nous appartenons au continent européen. Dans ces conditions, il est évident que, dans le fond, nous avons non seulement envie mais aussi un intérêt direct à des relations qui soient stables et prévisibles avec l'Union européenne. C'est plus qu'un souhait ou qu'un besoin. Et c'est particulièrement important au moment où, justement, la stabilité internationale est plus fragile qu'elle ne l'a été dans le passé. Notamment si l'on pense aux échanges commerciaux, on sent qu'ils sont soumis à une très grande pression.

Ces relations avec nos voisins n'ont toutefois jamais été exemptes de difficultés, jamais été exemptes de tensions. A la lecture de l'histoire de la Suisse dans le continent européen, nous avons toujours eu une situation relativement tendue, parfois difficile, parfois plus apaisée, avec nos voisins. Cela fait partie en fait de notre histoire. Il en va de même avec la discussion que nous avons actuellement avec l'Union européenne. Vous voyez que des progrès très importants ont été réalisés. Il y a vraiment des pas importants qui ont été faits et beaucoup de travail a été réalisé. Mais comme à chaque fois, plus on avance, plus on se rend compte qu'il y a encore des points qu'on n'a peut-être pas encore réglés, sur lesquels il va falloir discuter pour trouver des solutions, avec entre autres des nouvelles pierres d'achoppement. Je crois que c'est un processus totalement normal. C'est un processus qui est en cours, qui dure depuis longtemps. La difficulté que nous avons, c'est que pendant tout le temps que nous prenons pour la discussion, l'Union européenne n'est pas statique, elle évolue aussi assez rapidement. Elle est aussi confrontée à ses propres crises internes et externes et cela l'a fait bouger. Et comme elle bouge, nous devons constamment adapter notre discussion avec nos partenaires, d'autant plus que cela dure depuis un certain temps pour essayer de trouver un chemin ensemble. C'est en cours et il faudra voir où nous pourrions atterrir avec ces discussions.

Il faut aussi naturellement un certain réalisme politique. Il faut un consensus en Suisse entre les acteurs clés pour garantir la stabilité d'un résultat. C'est d'ailleurs ce qui est souvent difficile à expliquer à nos partenaires. Que dans une démocratie directe, on ne peut pas simplement dire : « Mesdames, Messieurs, vous n'êtes pas tellement d'accord avec ce que l'on fait ? On le fait quand même, vous direz merci plus tard ! » Chez nous, il y a un débat et il y a un vote relativement immédiat, et il faut évidemment qu'un résultat puisse tenir face aux exigences d'un vote populaire.

J'en viens à la conclusion, peut-être en reprenant brièvement cette idée de triple crise, dans un contexte faisant actuellement plus place au repli qu'à l'ouverture. Je crois que ce contexte de repli et cette triple crise ne sont pas juste une poussée de fièvre. C'est plus que cela. Cela apparaît plutôt comme l'annonce possible d'un monde des égoïsmes nationaux, un monde vu comme un jeu à somme nulle. Le monde d'un jeu à somme nulle. On a de la peine à imaginer à quoi cela ressemblerait. Mais une chose me paraît claire : un monde qui serait un jeu à somme nulle serait probablement moins bon que le statu quo. On ne va pas faire la comparaison avec les années 30 – avec un monde dominé par l'hypernationalisme et l'ultraprotectionnisme. Ce n'est pas cela. Le jeu à somme nulle est plutôt pour nous le risque d'un jeu à somme nulle. Un avertissement ou peut-être une alerte pour nous dire qu'on devrait veiller à l'éviter. Ce serait un monde du chacun contre tous, plutôt qu'un monde dans lequel on partage les responsabilités. Le partage des responsabilités, c'est ce que nous faisons depuis longtemps avec cette stabilité que je mentionnais tout à l'heure dans le domaine de la paix, de la protection de l'environnement, des droits de l'homme, je ne peux pas citer tous les domaines, vous les connaissez mieux que moi.

Et si on veut éviter ce jeu à somme nulle, ce monde à somme nulle, on doit réfléchir ou penser en termes de jeu à somme positive. Et si l'on regarde les défis auxquels nous sommes confrontés – la globalisation, la numérisation, les changements démographiques, la migration, le changement climatique – on voit bien qu'il est inimaginable de faire face à cela simplement avec un égoïsme national. On voit bien que la coopération n'est pas juste un « truc sympa » qu'on veut faire car on « trouve ça cool ». C'est vraiment très important de pouvoir coopérer et collaborer. C'est d'autant plus vrai pour notre pays parce que – encore une fois et il faut reconnaître la réalité – nous ne sommes pas une superpuissance, nous ne sommes pas une île, nous ne sommes pas non plus un continent.

Je suis convaincu qu'un monde à somme nulle ne connaîtrait aucun gagnant ; et c'est précisément pour cela que nous devons nous engager dans l'autre sens. Une politique aussi d'intérêt pour votre influence et votre place dans le monde, à travers le dialogue, à travers la collaboration fondée sur des relations constructives entre les Etats pour garantir, à l'avenir aussi, notre contribution à un monde dans lequel le tout soit plus que la sommes des parties.

Merci de votre attention.

Adresse für Rückfragen

Peter Lauener, Mediensprecher des EDI, Tel. +41 79 650 12 34

Herausgeber

Generalsekretariat EDI

www.edi.admin.ch

Themen

Bundesrat

Bundespräsident/-in

Europa